

Banque de la Colombie-Britannique—Loi

banquiers de Toronto. Je suis bien convaincu que les habitants de la Colombie-Britannique n'ont aucune envie de voir des banquiers de Hong Kong décider des investissements dans leur province. Or, c'est exactement ce qui se passe. Les grandes décisions sur tous les tenants et aboutissants des investissements se prendront maintenant à l'étranger. Ce n'était déjà pas brillant quand s'était à Toronto, mais maintenant ce sera à Hong Kong.

Les gouvernementaux croient-ils vraiment qu'un conseil d'administration de Hong Kong se souciera d'agir au mieux des intérêts de la Colombie-Britannique quand il prendra ses décisions financières? Bien sûr que non. Quand les décisions se prenaient à Vancouver, les gens concernés se souciaient de leurs amis, de leur communauté, de leurs industries. Ils étaient personnellement concernés. Voilà le genre d'institution financière dont nous avons besoin au Canada. Nous avons besoin d'institutions régionales pour répondre aux besoins particuliers de notre pays.

• (1210)

Une fois de plus, nous avons bradé ce que nous avions. Nous avons un gouvernement de liquidateurs. Il y avait d'autres candidats sur les rangs. Au début, il y a eu d'importantes négociations avec la Vancouver City Savings Credit Union, l'une des plus grandes coopératives de crédit qui existent. Elle marche très bien et ses affaires progressent chaque année. Elle a annoncé qu'elle était intéressée par cette reprise, mais j'imagine que le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique ne lui ont guère accordé d'importance. M. Vander Zalm, premier ministre de la Colombie-Britannique, est enchanté de voir une banque étrangère prendre maintenant le contrôle de la Banque de la Colombie-Britannique. Personnellement, cela me dépasse qu'on puisse être enchanté de voir une banque étrangère prendre le contrôle d'une banque de la Colombie-Britannique. Je ne vois vraiment pas en quoi c'est, comme il dit, «une idée fantastique».

La Vancouver City Savings Credit Union était une coopérative. Je crains qu'on ne lui ait pas accordé beaucoup d'attention quand elle a présenté diverses solutions pour acquérir la Banque de la Colombie-Britannique et la maintenir en activité partout dans la province. Il lui fallait l'appui des gouvernements fédéral et provincial, appui qu'elle n'a pas reçu. Personne n'a voulu en entendre parler.

Parlons honnêtement. Je suis persuadé que le gouvernement fédéral aussi bien que le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique sont convaincus que des étrangers ont plus de chances de réussir. On pourrait presque dire que lorsque la situation se gâte, nous aimons bien que les étrangers viennent prendre les choses en main. Quand la Banque Continentale s'est trouvée en difficulté, elle a été rescapée par la Lloyds de Londres, une banque britannique. La Banque Morguard a été récupérée par la Security Pacific Bank du Canada, filiale d'une société américaine. Maintenant c'est la Banque de la Colombie-Britannique qui est prise en charge par la Banque de Hongkong. Le gouvernement pense, j'en suis sûr, que c'est comme cela qu'on fait des affaires, qu'il est conforme à nos intérêts de perdre la maîtrise de nos destinées. Ce n'est pas ce que pensent les néo-démocrates.

M. Rodriguez: Qu'est devenu le bon vieux goût du risque?

M. Riis: En effet, il n'y a pas de risque à cela. Quand on touche 200 millions de dollars, qu'on n'a qu'à sortir 63 millions pour empocher le reste, il n'y a pas beaucoup de risques en jeu. C'est une très bonne affaire pour la Hongkong and Shanghai Banking Corporation.

Les députés n'ont pas reçu les renseignements nécessaires. Encore une fois, on nous demande de voter un projet de loi d'urgence, c'est-à-dire d'acheter chat en poche. Dans le passé, lorsqu'on nous a fourni une documentation elle s'est révélée en grande partie inexacte et insuffisante. Nous ne voyons rien d'emballant dans ce que nous faisons aujourd'hui. Mais pour la sécurité des marchés financiers, et le reste, nous allons donner notre concours. C'est une chose que je dis avec la plus grande hésitation. Nous comptons bien que le ministre d'État aux Finances (M. Hockin) demandera au comité des finances d'examiner la question pour voir ce qui est allé de travers, et qui est responsable s'il y a lieu.

Le gouvernement aurait dû insérer des garanties dans ce très lucratif marché passé avec la Banque de Hongkong. Il devrait y avoir des garanties que les succursales vont rester ouvertes. La Hongkong and Shanghai Banking Corporation pourrait dire que les 41 succursales de l'ouest du Canada ne font pas suffisamment d'argent, qu'elle a pour activité de réaliser des profits internationaux et qu'elle aurait intérêt à les fermer.

Ce n'est pas pour cela que la Banque de la Colombie-Britannique a été lancée. Elle a été créée pour satisfaire les besoins et les préoccupations des investisseurs, dépositaires et hommes d'affaires de l'Ouest. Elle se préoccupait de ses 1 400 employés. Maintenant que cette banque est entre les mains d'une des plus grosses banques étrangères du monde, nous avons perdu de vue les sentiments profonds qui ont poussé les citoyens de la Colombie-Britannique à laisser leurs dépôts dans cette banque dans ces moments très difficiles. Je suis déçu que le gouvernement n'ait pas fait plus d'efforts pour s'entendre avec un établissement canadien, plus exactement la Vancouver City Savings Credit Union qui s'était montrée très intéressée. Si cette dernière avait reçu le même appui que celui dont la banque étrangère a bénéficié de la part du gouvernement du Canada, de même qu'un peu d'appui de la part du gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, elle aurait pu proposer une offre ferme. Nous aurions pu conserver la prise des décisions en matière financière en Colombie-Britannique entre les mains de personnes de la province. Les décisions concernant les investissements en Colombie-Britannique pourraient être prises dans une salle de conseil de la Colombie-Britannique au lieu de faire l'objet de l'intervention d'un conseil d'administration à l'étranger.

Si le gouvernement du Canada avait agi d'une façon prudente, professionnelle et financièrement avisée dans le plus grand intérêt des Canadiens de l'Ouest, et s'il avait compris la réalité des conditions économiques existant à l'époque dans l'Ouest, la Banque de la Colombie-Britannique ne se serait pas trouvée en difficulté. Les Canadiens de l'Ouest auraient eu confiance dans les services de l'inspecteur général des banques, et dans ceux de la banque centrale, du ministre d'État chargé des Finances, du ministre des Finances (M. Wilson) et du gouvernement. Il est bien dommage que cette confiance n'existe plus.